

Séance n°1 / S'INFORMER ET VOIR LES PROBLÈMES

1. Introduction générale (présentation orale) [45']

- Rappeler la méthodologie et là où nous en sommes
- Donner les éléments clés du constat
- Formuler les grandes problématiques
- Mettre en évidence l'interaction entre les différentes thématiques du cycle

OUVERTURE PROBLÉMATIQUE & POINTS SAILLANTS

ÉLÉMENTS CLÉS

Constat : l'épuisement de la logique individualiste

- Le primat de l'épanouissement individuel sur la responsabilité sociale
- Le désengagement politique et la perte d'ambitions communes
- La judiciarisation des rapports sociaux et la tendance à se décharger du soin d'autrui

Questions

- Comment retrouver la volonté et la vision d'un monde commun ?
- Comment inclure les plus pauvres dans la construction même de la société ?

Perspectives de solutions

- Réconciliation des réponses aux problèmes sociaux et environnementaux
- La vertu d'enracinement et l'engagement à différents échelons de la société
- La confrontation concrète à une forme de pauvreté comme exigence prioritaire

OUVERTURE PROBLÉMATIQUE

« Il n'y a pas deux crises séparées : l'une environnementale et l'autre sociale mais une seule et complexe crise socio-environnementale » estime le pape François dans *Laudato si'*, appelant à « une approche intégrale pour combattre la pauvreté, pour rendre la dignité aux exclus et simultanément pour préserver la nature » (LS 139). Comment aujourd'hui ma conscience écologique rejaillit dans mes relations aux autres, dans ma faculté à faire corps à différents échelons de la société, dans mon regard porté sur le plus faible ?

L'épuisement de la logique individualiste. What's next ?

Notre société s'est construite depuis près de deux siècles sur la quête d'un accomplissement personnel (la reconnaissance des droits individuels, la mise en valeur de la réussite individuelle et de l'indépendance). De plus en plus émancipé du collectif, l'individu a gagné de nouvelles libertés, il en a été grandi par beaucoup d'aspects. Mais il semble que cette logique individualiste aujourd'hui nous échappe. Poussée trop loin, elle nous a fait perdre

le projet collectif qui devrait l'accompagner. Nos sociétés liquides, interconnectées et mondialisées semblent avoir perdu une partie de leur identité ; en témoigne le désengagement politique des Français et la perte d'un sentiment d'appartenance à un État ou à une région. Dès lors, il est plus difficile aux citoyens de créer une dynamique collective, sauf à se refermer sur une sphère plus privée, aux revendications plus individuelles (renforcement du communautarisme). L'atomisation de la société, la solitude croissante – chez les personnes âgées autant que chez les jeunes étudiants –, les phénomènes d'entre-soi social, économique ou religieux, dans toutes les franges de la population, sont des phénomènes établis.

Cette perte de la notion de responsabilité commune et cette rupture du lien social se manifestent à toutes les échelles de la société.

Autour de nous d'abord : rares sont les fois où nous essayons de nouer des relations avec nos voisins, ou les commerçants de nos quartiers. Voir des SDF dans des états d'indignité et d'extrême pauvreté semble de moins en moins nous affecter. Et nos anciens vivent dans la solitude car nous n'avons plus le temps pour accepter leurs fragilités, leur lenteur. La marchandisation du lien social est un signe de notre défaite collective : nous ne nous sentons plus responsables de nos proches.

Dans le champ juridique et politique ensuite, nous assistons à une individualisation des droits. La moindre demande d'un individu peut devenir loi. Pour éviter tout conflit, on satisfait toute demande. Cette judiciarisation excessive sonne une double défaite. Défaite du politique d'abord, incapables de faire réfléchir les citoyens, de lancer une discussion nationale sur un sujet donné. Défaite des citoyens ensuite, qui semble avoir perdu tout sens politique et toute ambition collective, incapables de définir ensemble des vérités communes. À cet égard, le « droit à l'enfant », au travers de la PMA à usage non curatif ou de la GPA, va peut-être être un des exemples les plus probants de cette individualisation des droits.

Ces constats nous interrogent : qu'avons-nous à faire ensemble ? Faut-il renoncer à une destinée collective ? Quel lien subsiste entre les extrêmes du corps social ?

Prendre racine pour appartenir à un collectif

L'espérance chrétienne est collective par nature, nous répond l'Église. Le salut n'est pas une affaire personnelle et ne peut se concevoir sans son prochain. Nous sommes inévitablement liés les uns aux autres. L'écologie sociale dont parle le pape François est celle d'un individu enraciné dans différents groupes d'appartenance : de la famille, en passant par la communauté locale, la nation, jusqu'à la communauté internationale... par notre travail, nos engagements associatifs et politiques. Cet enracinement « est peut-être le besoin le plus important et le plus méconnu de l'âme humaine », soutient la philosophe chrétienne Simone Weil dans *L'enracinement* (1949). Si beaucoup de nos communautés d'appartenance sont en crise (famille, syndicats, paroisse...), d'autres apparaissent, comme le montrent le très dense tissu associatif français, les initiatives telle que la Fête des voisins, ou l'engouement pour la production locale.

Ainsi, pour guérir en profondeur l'institution malade qui ne permet pas l'intégration de tous, et en particulier des plus faibles, nous avons la responsabilité d'exercer la charité sous la forme de gestes spontanés et directs envers ces exclus. Mais également de nous engager dans le temps, dans des associations, en politique, en entreprise, pour viser le bien commun. « La politique est la forme la plus haute de la charité », disait ainsi Pie XII. Cela nécessite avant tout de dépasser deux freins : notre ignorance du fonctionnement des institutions, sur lequel nous avons le devoir de nous former ; un sentiment d'impuissance, qui nous appelle à fonder nos engagements sur l'humilité.

Attention néanmoins, « l'horizon visé n'est pas celui d'une intégration des déshérités dans le monde "enchanté" de la bourgeoisie cosmopolite », prévient Gaël Giraud, jésuite économiste. « Il est celui d'un renouvellement radical des structures sociales et politiques initié par le peuple », dans lesquelles le pauvre est appelé à collaborer

physiquement et à penser l'action. Nous-mêmes, quel est notre rapport à la fragilité ? Comment suis-je à l'écoute des plus faibles dans l'organisation et la structure même de la société ? Suis-je persuadé que ma dignité réside aussi dans ma capacité à faire l'expérience de la vulnérabilité, de la mienne et de celle d'un proche ? À la place d'une logique d'assistantat – d'une position de 'sauveur' envers un pauvre dépendant de moi –, nous sommes appelés à changer d'attitude de cœur : contemplons la figure du pauvre dans la Bible et osons rencontrer les personnes fragiles pour nous réconcilier avec nos propres vulnérabilités.

POINTS SAILLANTS

Faire société

1. De l'atomisation de la société à l'enracinement

La mondialisation, et le cosmopolitisme qui en découle, ont ouvert la possibilité à un foisonnement d'échanges culturels et d'ouverture à l'autre. Mais il semble que, par certains aspects, la mixité sociale et culturelle reste un vœu pieux, notre société devenant un « archipel d'îles s'ignorant les unes les autres » (Jérôme Fourquet).

La réduction du nombre moyen de personnes par logement (de 2,6 à 2,3 entre 1990 et 2011 d'après l'INSEE), résultante de l'augmentation des divorces et des familles monoparentales ainsi que de la décohabitation des générations, est un symbole particulièrement parlant de l'atomisation croissante de la société.

Pour vivre cette diversité, et accepter l'autre dans ses différences, nombre de nos contemporains font appel à la notion de « tolérance » et au relativisme. Or, cette voie part du postulat de l'impossibilité d'une quête commune de la vérité et correspond plus à des entre-soi juxtaposés qu'à du vivre ensemble. Dans quelle mesure pouvons-nous dépasser le multiculturalisme en silo pour partager une vision commune du monde ? N'est-ce pas en nous enracinant dans une culture déterminée et dans des lieux ancrés que nous devenons capables de nous ouvrir à l'autre, de construire notre rapport au monde et d'accéder à l'universalité ?

Pour aller plus loin :

- Jérôme FOURQUET, *L'archipel français*, Seuil, 2019.
- Nicolas MATHIEU, *Leurs enfants après eux*, Actes sud, 2020.
- Simone WEIL, *L'enracinement*, 1949.
- Kevin CAPPELLI, *L'expérience du monde*, Apogée, 2018.

2. Le vieillissement de la population

Le vieillissement de la population correspond à une concentration de la croissance démographique au sommet de la pyramide des âges. Selon les scénarios élaborés par l'INSEE, la proportion des plus de 75 ans pourrait atteindre en 2050 près de 20 % de la population en France métropolitaine. Résultant de deux facteurs a priori positifs – l'allongement de la durée de vie et la maîtrise de la fécondité –, cette modification de la structure de la pyramide des âges constitue une véritable rupture avec le passé et a des conséquences fondamentales dans le fonctionnement de la société.

D'abord, elle soulève des enjeux sociaux de montée de la solitude et de ségrégation spatiale par âge (avec un creusement des écarts de moyennes d'âge entre les zones urbaines et les zones rurales). Ensuite sur le plan économique, elle remet en cause l'équilibre financier de la protection sociale, aujourd'hui essentiellement tributaire du marché de l'emploi. Elle représente également un enjeu démocratique, lié au poids grandissant des seniors et une moindre représentation des jeunes et des actifs. Enfin, elle nécessite une reconfiguration en profondeur du marché de l'emploi.

Prendre conscience de ces évolutions et de leurs conséquences aujourd'hui et à l'avenir est une occasion de questionner la manière dont nous envisageons les rapports entre générations, et en particulier notre responsabilité vis-à-vis de nos anciens.

Pour en savoir plus :

- Alain PARANT, «Les enjeux de vieillissement de la population», *Revue française d'administration publique*, 2005/1 (n°113), p. 83-95 URL : <https://www.cairn.info/revue-francaise-d-administration-publique-2005-1-page-83.htm>, consulté le 22/11/2020.

3. L'inclusion sociale

Taux de chômage, seuil de pauvreté, revenu médian, etc. De nombreux indicateurs s'attachent à mesurer la paupérisation de la société et le creusement des écarts entre les plus riches et les plus pauvres. Ce regard administratif a l'avantage d'objectiver des tendances mais il réduit bien souvent la fragilité et l'exclusion à la pauvreté économique, et pose un regard uniforme sur des situations extrêmement diversifiées.

D'abord, les personnes actives ne sont pas à l'abri des phénomènes d'exclusion sociale. En effet, la précarisation croissante de l'emploi (intérim, CDD), en plus d'engendrer un sentiment d'insécurité et des contraintes organisationnelles fortes au quotidien pour les ménages, leur enlève la possibilité de se projeter à long terme.

Ensuite, au-delà d'une simple question de pauvreté économique, l'exclusion sociale est liée à un ensemble de freins psychosociaux : isolement, reproduction générationnelle des inégalités, méconnaissance des codes sociaux du monde du travail, illettrisme, hygiène de vie. L'accumulation de ces facteurs et la complexité des dispositifs d'aide sociale sont souvent à l'origine d'un véritable cercle vicieux qui dépasse les questions économiques. D'où l'importance de structures comme Emmaüs, qui, en alliant aide matérielle et lien social, et en faisant « avec » et non « pour » les plus faibles, cherchent à sortir des logiques d'assistanat.

2. La démocratie en question A. La participation des citoyens

La crise politique que nous vivons aujourd'hui, illustrée notamment par le mouvement des Gilets jaunes, remet au goût du jour la notion de « participation ». Déjà, dans les années 1960, des mouvements sociaux remettaient en cause le caractère centralisé et technocratique de l'action publique, autour des grands projets d'aménagement, de transport, ou d'enjeux environnementaux, etc. Ces mouvements se sont peu à peu institutionnalisés sous la forme de dispositifs (conseils de quartier, enquête publique, etc.) laissant peu de place à l'initiative citoyenne, si bien que leur efficacité à prendre en compte les avis et les besoins des citoyens a souvent été sujette à débat.

Aujourd'hui, la mise en place de dispositifs tels que le Grand Débat National ou la Convention Citoyenne pour le Climat pour tenter de renouveler l'implication des citoyens dans le processus démocratique est l'occasion de questionner le rôle des citoyens dans la prise de décision. La place donnée à l'initiative locale dans le Grand Débat National, l'étape de formation et d'acquisition de compétences proposée dans le cadre de la Convention Citoyenne pour le Climat, sont-elles des solutions suffisantes pour permettre à l'individu de dépasser ses propres intérêts et ses réactions « NIMBY » (« Not In My Back Yard ») et participer de manière constructive aux débats de société ?

Pour en savoir plus :

- Yannick BARTHE, Michel CALLON, Pierre LASCOURMES, *Agir dans un monde incertain*, Seuil, 2001.

Le rôle des corps intermédiaires

Les corps intermédiaires, hérités des corps de l'Ancien Régime qui avaient été supprimés au moment de la Révolution, sont des organisations situées à un niveau intermédiaire entre l'État et les individus : associations, syndicats, partis politiques, paroisses, entreprises, etc. Ces organisations de natures diverses sont un signe de la pluralité de la société civile et de la vitalité politique. En jouant le rôle de relais dans le face-à-face entre l'État et les

individus, voire de contre-pouvoir, en permettant aux citoyens de s'impliquer dans la vie politique de manière structurée et au-delà d'un simple vote, elles incarnent la démocratie comme débat constructif.

Cependant, la montée de l'individualisme pose la question de la légitimité et de la reconnaissance de ces corps intermédiaires, auxquels il est parfois reproché de constituer des « groupes de pression » défendant des intérêts particuliers au nom de l'intérêt général. Comment assurer la représentativité de ces organisations ? Quelle place et quelle portée donner à leur voix dans l'espace public ? Dans quelle mesure ces corps intermédiaires constituent-ils une réponse au désintérêt grandissant des citoyens pour la vie politique ?

Pour en savoir plus :

- <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/24103-quoi-servent-les-corps-intermediaires>
- Martial FOUCAULT, directeur du CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po) : Une démocratie représentative avec ou sans corps intermédiaires ? <https://www.ifocap.fr/ressources/la-legitimite-des-corps-intermediaires-au-dela-de-la-representativite/>

2. Échange en petits groupes [45']

- Chacun partage deux points clés de sa lecture préalable ;
- Le groupe dégage (1) une idée forte et (2) un point à approfondir.

3. Remontée (en grand groupe) [15']

- Pour chaque petit groupe : un porte-parole partage les conclusions de l'échange ;
- Reprise synthétique « à chaud » par un des membres de l'équipe d'animation.

4. Respiration culturelle [5']

- En fonction des talents du groupe, offrir un angle de vue original à partir d'œuvres artistiques, littéraires, artisanales...

5. Mot de l'aumônier [10']

- Développer un point qui favorise la mise en mouvement spirituelle du groupe et qui contribue à la construction d'une vision d'ensemble.

6. Prière [10']

- Prier pour le groupe en soulignant le travail spirituel qui se joue dans cette séance n°1 : attention au réel, disponibilité intérieure, écoute mutuelle.